

Ici et ailleurs

• Patrimoine immatériel
Au tour de l'art du piz-
zaïolo napolitain

L'art du pizzaïolo napolitain faisant valser la pâte dans les airs a fait une entrée enviable, hier, au patrimoine immatériel de l'Humanité de l'Unesco aux côtés d'autres trésors culturels comme la décoration murale traditionnelle saoudienne exécutée par les femmes. Cette pratique culinaire, qui se transmet de génération en génération dans le sud de l'Italie, a été reconnue par le comité ad hoc de l'Unesco. Celui-ci était réuni sur l'île sud-coréenne de Jeju pour examiner 34 demandes d'inscription sur la Liste représentative du patrimoine culturel de l'Humanité. Cette inscription est symbolique mais confère une certaine visibilité et les efforts des thuriféraires de l'art de la pizza napolitaine ont payé.

• Mode

Chanel fait escale dans la ville natale de Lagerfeld

La maison de couture Chanel a fait escale à Hambourg, ville natale de son couturier star Karl Lagerfeld qui a mis à l'honneur lors d'un défilé la tradition portuaire de la cité hanséatique. Pour son traditionnel "défilé des métiers d'art", Chanel avait choisi cette année la scène de la somptueuse Philharmonie de l'Elbe, où les modèles ont défilé mercredi soir au son d'un orchestre, arborant des tenues d'inspiration nautique : casquettes de marin ornées de bijoux, pulls de pêcheurs en tissu épais...

• Imiter Mario au Japon

Il faudra bientôt s'attacher

Les fans du mythique jeu vidéo de Nintendo Mario Kart pourront continuer à faire du karting sur les boulevards des villes japonaises, mais devront bientôt mettre la ceinture, a indiqué, hier, le ministère des Transports, s'inquiétant d'accidents à répétition. Les personnes visitant Tokyo pour la première fois sont souvent médusées à la vue de convois de ces petites monoplaces dotées d'un moteur de petite cylindrée, souvent conduites par des touristes déguisés en Mario ou d'autres personnages de l'univers Nintendo.

Contrairement à de nombreux pays, rouler en kart sur la voie publique est autorisé au Japon. Plusieurs sociétés exploitent le filon et proposent depuis quelques années des tours en ville sur le mode de Mario Kart, notamment à Tokyo.

Rassemblés par I. I

Gestion des ressources humaines de l'État (GRHE) La validation des outils pour une administration publique performante

R.H.A

Libreville/Gabon

Depuis hier et jusqu'à cet après-midi, à Libreville, le mode de gestion des ressources humaines de l'État fait l'objet d'attention de la part de l'administration. Le but : rendre le service public plus performant et efficace, à travers des outils adaptés aux besoins et aux exigences de l'heure.

SANS une ressource humaine de qualité, il est difficile d'opérer des réformes nécessaires au processus de modernisation de l'État. Pour ce faire, il faut apporter une nouvelle orientation dans le fonctionnement de la Gestion des ressources humaines de l'État (GRHE). C'est tout le sens de l'atelier de validation des outils de GRHE qui s'est ouvert hier à l'hôtel Boulevard de



Photo : R.H.A

Une rencontre qui devrait déboucher sur une meilleure optimisation du service et des agents publics.

Libreville. Une rencontre qui, durant deux jours, sera l'occasion de voir les forces et les faiblesses de la GRHE actuelle, afin de lui insuffler une nouvelle dynamique. Pour donner le ton de ce séminaire-atelier, le ministre de la Fonction publique, de la Modernisation du service public, chargé de la Réforme de l'État, Jean-Marie Ogandaga, était assisté de ses collègues membres du gouvernement et des secrétaires généraux, des directeurs centraux des ressources humaines, des directeurs et autres points focaux des ministères

concernés par la question. Parler de GRHE renvoie, d'après le ministre Ogandaga, à « la mise en place de recrutements efficaces, des politiques salariales bien pensées, des politiques de motivation et d'évaluation et aussi des politiques publiques d'évaluation des agents, dans l'optique d'une formation meilleure. » Il s'agit, entre autres, d'engager la fonction publique gabonaise dans une réforme structurelle. Ces travaux s'articulent autour de plusieurs modules. Le premier est celui de la gestion prévisionnelle des



Photo : R.H.A

Les responsables de l'administration publique sont concernés par ces outils qui seront validés au sortir de ce séminaire-atelier.

objectifs, des emplois et des compétences. Le deuxième consiste en l'évaluation des performances des agents publics, jusque-là non évalués. Puis, il y a le troisième module, juridique, de gestion des ressources humaines. « Il est question de mettre en place tout un arsenal de textes, secteur par secteur, corps par corps, pour que la gestion des ressources humaines devienne une véritable gestion, telle que voulue par chaque administration. » Et, enfin, le module du système intégré d'information

de gestion des ressources humaines et de paie. « Jusqu'à présent, notre système est déconnecté entre la GRH et la gestion de la paie. Et nous sommes surpris que notre masse salariale augmente sans qu'il n'y ait un contrôle », a expliqué Jean-Marie Ogandaga. Pour y arriver, plusieurs termes inhérents au service public seront à l'étude jusqu'à ce vendredi : l'emploi, l'identification et la classification de l'emploi, la fiche d'emploi, la fiche de poste et aussi l'évaluation des performances de chaque agent public.

Rentrée du Barreau du Gabon Pour que nul ne puisse ignorer la loi !



Photo : Frédéric Serge Long

Une avocate s'entretenant ici avec deux justiciables.

F.S.L.

Libreville/Gabon

En prélude à la cérémonie solennelle de cette rentrée ce vendredi, le public a eu droit à des consultations juridiques gratuites hier au Palais Justice de Libreville.

LE Barreau du Gabon effectue sa rentrée solennelle ce vendredi. Précédant cette phase protocolaire et officielle, des consultations juridiques gratuites ont eu lieu hier au Palais de justice de Libreville toute la matinée. Au centre des préoccupations des nombreux justiciables venus à la source de l'information, des affaires portant à la fois sur des litiges d'ordre matrimonial, domanial, d'escroquerie et d'abus de confiance, de régularisation de situations administratives, etc. Eric S. était l'un d'eux. Son souci était de savoir à quoi pourrait ressembler le règlement d'une vente litigieuse de terrain entre le propriétaire et trois acquéreurs. Il a appris, à ses dépens, que la logique aurait été de se rapprocher, au préalable, de la propriété foncière pour vérifier l'exis-

tence juridique du document ayant servi à la transaction. Estelle M., par contre, est actuellement âgée de 21 ans, et ne possède toujours pas d'acte de naissance. Que faire alors ? Au cours de ces consultations juridiques gratuites, elle a pu être informée qu'il n'était pas tard pour elle. La démarche à suivre consiste, d'abord, à se rendre au service d'état-civil du Palais de justice pour obtenir la liste des conditions à remplir pour le jugement supplétif, et se diriger ensuite à la mairie. « Il vaut mieux commencer dès à présent. Plus vous traînez les pas, davantage votre situation se compliquera », lui a-t-on recommandé. D'autres comme Mariam, d'origine malienne, vient de convoler en justes noces avec un Gabonais, Raphaël L. Sa préoccupation : savoir si l'octroi de la nationalité gabonaise se fait de manière automatique. « Il faut d'abord consommer le mariage pendant au moins trois ans, avant de l'obtenir. Actuellement, les textes sont même en train d'être revus, parce que beaucoup d'attitudes fantaisistes sont remarquées », a-t-elle appris. Prosper, lui, se demandait s'il lui était encore possible

de reconnaître son fils, vieux de 31 ans. Après la réponse positive de l'avocate en face de lui, il ne lui reste plus qu'à

se rapprocher du tribunal pour les formalités. L'adoption d'un enfant, par contre, est limitée dans le

temps (avant l'âge de la majorité) et requiert aussi le respect d'une procédure précise.



FÊTES
À LA CARTE

Les fêtes se préparent maintenant!



Bénéficiez de 300 000 à 1 500 000 FCFA, correspondant à 3 fois le montant de la facilité de caisse rattachée à votre carte de paiement VISA.

Avec l'offre Fêtes à la Carte*, offrez avec plaisir et sans vous ruiner.

*Taux de Base Bancaire + 4% soit 75% HT
Frais de dossier : 37 000 FCFA HT



www.bicig-gabon.com
Banque Internationale pour le Commerce et l'Industrie du Gabon (BICIG) - Société Anonyme avec Conseil d'Administration au capital de FCFA 18 000 000 000 - Siège social 714, Avenue du Colonel Passant - BP 2241 Libreville (Gabon)
RCCM n° 2002 B 01732 - NIF 790207/A - Code Banque 40001 - Tél. : + 241 01 76 26 13 - Fax : + 241 01 74 40 34
Email : bicig@bicigpostgabon.com